

*Le budget—M. McCain*

● (2050)

Un député a dit à la Chambre que j'étais un député provincial. Je le nie catégoriquement. Je suis Canadien. Je voudrais que la richesse soit répartie de façon à faire régner l'harmonie au Canada au lieu de susciter les conflits qui se propageront si le budget est adopté.

Durant le cours du débat, on peut être tenté d'oublier les questions que nos commettants jugent particulièrement importantes. La plupart de mes commettants s'intéressent à l'industrie forestière dont j'ai déjà parlé. La situation est fort décourageante pour l'industrie forestière, car le gouvernement fédéral, qui touche près de deux milliards de recettes provenant de l'industrie forestière, ne semble guère disposé à consacrer d'autres fonds à la recherche, au reboisement ou à tout autre projet si ce n'est à l'information grâce à laquelle il espère rehausser son prestige politique. C'est clairement indiqué dans le document budgétaire.

Le gouvernement a trompé tous ceux qui vivent de la pêche, qu'ils capturent eux-mêmes le poisson, qu'ils le préparent ou le conditionnent, quant aux revenus qu'ils pouvaient escompter. Il leur a fait croire qu'ils gagneraient beaucoup plus qu'ils ne pensaient. Le gouvernement du Canada a une politique qui n'insiste pas le moins du monde sur la qualité des produits. Il a refusé d'aider les pêcheurs à moderniser l'équipement de leurs bateaux de façon à livrer des produits de meilleure qualité. Il a refusé de hausser les normes de qualité du poisson. C'est ainsi que nous avons perdu des marchés que nous n'aurions pas dû perdre. Ces marchés auraient dû grossir au cours des cinq dernières années, mais ils n'existent plus.

Le gouvernement n'a pas su reconnaître qu'il faut remplacer les vieux bateaux, qu'il faut faire de la place aux jeunes au sein de l'industrie de la pêche. En fait, il a écarté les jeunes en adoptant un règlement qui les oblige à s'acheter un bateau s'ils veulent obtenir un permis. C'est ainsi que pour obtenir un permis, un jeune pêcheur risque d'acheter un bateau qui n'est pas sûr. Étant donné qu'il n'a pas navigué sur un bateau depuis deux ans, il ne peut pas obtenir de bateau qui soit sûr pour utiliser son permis. S'il ne navigue pas à bord de son bateau au risque d'y perdre la vie, il perd son permis de pêche au bout de deux ans, parce qu'il n'a pas utilisé son bateau et qu'il n'a pas exploité son permis. Voilà à quoi le règlement aboutit. Je connais environ six jeunes pêcheurs de ma circonscription qui naviguent à bord de bateaux qui risquent à tout moment de sombrer; tout cela à cause du règlement stupide que le ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) a établi concernant les nouveaux bateaux, et ce, avec la bénédiction de certains députés des provinces de l'Atlantique qui savent pourtant à quoi s'en tenir.

J'aimerais pouvoir me montrer optimiste, mais il faudrait pour cela que nous puissions obtenir un meilleur programme de remplacement des bateaux, qu'on effectue un effort suffisant de commercialisation et que le gouvernement, le ministère des Pêches et ses fonctionnaires essayent de nous montrer la voie au lieu de nous induire en erreur.

J'aimerais aborder maintenant le domaine de l'agriculture. L'industrie du conditionnement des produits agricoles éprouve les mêmes difficultés que les conserveries de poisson. Ma circonscription compte vraisemblablement le plus grand nombre d'usines de conditionnement des produits alimentaires de tout le Canada. Voilà pourquoi je m'inquiète de la santé des

entreprises de conditionnement des produits agricoles et du poisson.

Le secteur agricole a connu des temps très difficiles, et le député de Chicoutimi (M. Dionne), s'il était là, confirmerait mes propos. L'inflation a fait de tels ravages que si, depuis 1971, j'avais ensemencé un acre chaque année au mois de mai pour livrer la récolte de pommes de terre au mois d'avril ou de mai de l'année suivante, l'intérêt que je devrais en 1981 dépasserait ce qu'il en coûtait en 1971 pour ensemencer le même acre de terre. Voilà les conséquences de l'inflation.

Voici un gouvernement qui est prêt à injecter jusqu'à 300 millions de dollars dans Chrysler—je n'y trouve rien à redire, car nous avons besoin de cette industrie—mais qui se propose de n'investir que 50 millions de dollars pour l'ensemble du pays dans une industrie agricole en crise. Le gouvernement va venir en aide à près de 10,000 travailleurs en Ontario, mais il va laisser les agriculteurs canadiens aux abois en ne leur accordant que 50 millions. Toutes proportions gardées, monsieur l'Orateur, le gouvernement ne devrait même pas se présenter à l'église avec un si petit chèque à déposer dans la corbeille de la quête quand on songe à sa valeur relative pour les dizaines de milliers d'agriculteurs canadiens dont certains sont au seuil de l'indigence.

Bien plus, 5 de ces 50 millions de dollars serviront à payer des intérêts sur ce qu'il aurait été utile de commencer par donner aux agriculteurs. Ces derniers n'obtiendront donc que 45 millions.

Je crois pouvoir vous dire, monsieur l'Orateur, sans craindre d'être contredit, que l'on compte déjà tellement d'agriculteurs dans une situation critique dans la région de l'Atlantique que ces 45 millions ne suffiraient même pas à remettre la moitié d'entre eux à flot. A quoi cela servira-t-il aux éleveurs de bovins et de porcs du reste du pays? A absolument rien. Le gouvernement propose d'accorder ce montant à la région de l'Atlantique et de laisser les agriculteurs du reste du pays sans secours, à attendre des miettes.

Le ministre a exposé son problème de l'heure en disant qu'il lui faudra consulter ses directeurs régionaux pour déterminer de quelle façon répartir ces 45 millions entre les dizaines de milliers d'agriculteurs qui en ont besoin. Ce n'est pas la peine pour les ministériels de se plaindre du coût des aliments s'ils laissent les agriculteurs subir le sort que leur a fait un ministre toujours en fonction, tandis qu'est maltraitée une industrie agricole réduite à l'indigence.

J'ai eu l'occasion de discuter en fin de semaine avec une veuve à revenus fixes. Elle m'a dit comme son mari et elle avaient été fiers de faire des économies et de ne pas avoir à recourir à l'assistance sociale. Elle dépensait pratiquement tout son revenu pour se payer les soins dont elle a besoin, et cette femme fière me disait qu'à cause du nouveau régime fiscal, ses revenus fixes n'y suffiraient plus. Il lui faudra recourir à l'assistance publique. Voilà les répercussions qu'auront sur les personnes à revenus fixes les modifications apportées au régime fiscal. Mais, monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a-t-il donc aucune conscience? Les députés d'en face ont-ils réfléchi, quand ils ont approuvé le budget—si tant est qu'ils en aient entendu parler à leur caucus—aux répercussions qu'il aurait sur les personnes à revenus fixes, qui comptaient sur des revenus d'intérêts ou de dividendes pour maintenir un niveau de vie décent? Ont-ils pensé aux vieux couples qui assument